



Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Nombre de membres en exercice : 92

Hors commission

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Cyril MEUNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER.

Absents :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER.

Hors commission - Contrat de réciprocité - Communauté de Communes des Monts de Lacaune et des montagnes du Haut Languedoc - Association des communes forestières d'Occitanie - Montpellier Méditerranée - Développement des filières bois-énergie/bois construction/bois mobilier en circuits courts

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a conclu le 12 janvier dernier un contrat de réciprocité avec la Communauté de Communes des Monts de Lacaune et Montagnes du Haut-Languedoc et l'association des Collectivités forestières d'Occitanie. Ce premier contrat de réciprocité Ville-Montagne, essentiellement axé sur la promotion d'une filière bois de proximité associant les besoins urbains et les potentiels de production ruraux, vise à favoriser le développement durable des deux territoires.

Il privilégie dans ce domaine 3 axes de travail :

- Le renforcement et la structuration d'une filière bois-énergie de proximité ;
- Le développement d'un écosystème local concernant la construction bois, mettant en synergie les producteurs, les transformateurs, les constructeurs et les maîtres d'ouvrages publics et privés afin d'accroître le nombre de projets fondés sur une logique de circuits-courts participant véritablement à la maîtrise de l'énergie et à la réduction des émissions carbonées ;
- L'émergence d'une filière bois-mobilier et aménagements extérieurs / mobiliers intérieurs intégrant les capacités de productions et de créativité (designers / école d'architecture) des territoires voisins de production et de consommation.

L'accord-cadre récemment conclu doit aboutir dans les meilleurs délais, à la définition d'actions concrètes et chiffrées : réalisation de projets d'aménagements, de bâtiments d'équipements, développement de programmes de formation, structuration de filières, pouvant bénéficier de l'ensemble des aides des partenaires publics et privés compétents.

De nombreuses réunions sont en cours d'organisation pour recenser les acteurs et les projets, faire émerger les initiatives.

Des sessions de sensibilisation et d'informations techniques, financières, juridiques à l'attention des maîtres d'ouvrages, des aménageurs et des promoteurs se succéderont au cours de l'année 2018.

La tenue les 7 et 8 juin prochains du Congrès National des Communes Forestières, à Montpellier, constituera le premier point d'orgue de cette démarche et permettra de lui donner une visibilité nationale, celle-ci ayant vocation à être dupliquée. Dans cette dynamique, la Métropole envisage d'autres partenariats avec des territoires sylvicoles de moyenne montagne, notamment cévenols.

Il est proposé au Conseil, dans le cadre des crédits alloués au soutien des manifestations organisées sur le territoire de la Métropole, et au regard des retombées qu'elles génèrent pour le tissu économique local, d'accorder une aide globale de 30 000 € à l'association des Communes forestières d'Occitanie, en charge de l'organisation de cette manifestation. Celle-ci comprend une subvention numéraire de 20 000€ et la valorisation financière, à hauteur de 10 000 € des espaces mis à disposition au sein de l'hôtel de Ville de Montpellier en application des tarifs approuvés par le Conseil Municipal, et des moyens humains et matériels affectés par la Métropole pour l'organisation de cet événement.

Le développement de l'utilisation du bois sur le territoire métropolitain doit reposer sur une démarche active, innovante et volontaire en matière de commande publique, dans le strict respect du droit applicable.

Dans l'ensemble des procédures de mise en concurrence concernant de manière substantielle le bois énergie et le bois-construction, les services de la Métropole mettront en œuvre de manière systématique des clauses techniques ou des critères de sélection des offres en vue de réduire les émissions carbonées et de favoriser la maîtrise de l'énergie.

Pour les opérations de construction ou d'aménagements extérieurs / intérieurs mobilisant d'importantes quantités de bois transformés, Montpellier Méditerranée Métropole renforcera les prescriptions techniques de ses appels d'offres concernant leur origine et leur traçabilité :

- Utilisation de bois éco-certifiés selon un système de certification de type PEFC ou équivalent, cet écolabel garantissant que les bois sont issus de forêts gérés durablement ;
- Origine des bois assurés à 100% grâce à un système de traçabilité adapté ;

- Caractérisation des bois et de leurs conformités aux normes en vigueur, notamment en termes de marquage, de caractérisation et de séchage.

Les élus des communes forestières et les acteurs locaux de la filière ont déposé et fait enregistrer auprès de l'Office de l'Union Européenne pour la Propriété Intellectuelle la marque « *Bois des territoires du Massif Central* » intégrant ce référentiel, dont le respect est garanti par des audits menés par des organismes certifiés et indépendants. Elle couvre l'intégralité du périmètre de ce massif y compris l'ensemble de ses contre-forts méridionaux, notamment le Haut-Languedoc et les Cévennes, répond à des exigences techniques strictes, certifie la localisation de la filière de transformation (abatage, séchage, sciage et/ou fraisage...).

Les clauses des marchés concernés feront référence à cette marque ou à des marques équivalentes et exigeront à minima que les candidats mentionnent de manière précise les essences utilisées, leur provenance et leurs lieux de transformation.

En tant que membre de l'association des Collectivités forestières d'Occitanie, la Métropole, la sollicitera, au titre de sa contribution, afin qu'elle réalise sur les principaux projets bois-construction et bois énergie métropolitains une étude de préfaisabilité portant notamment sur leur impact économique, environnemental, territorial.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre de la démarche précitée concernant la filière bois ;
- approuver le versement d'une aide de 30 000 € (dont 20 000 € de subventions en numéraire et 10 000 € en valorisation des espaces et moyens mis à disposition) à l'association des Collectivités forestières d'Occitanie pour l'organisation du congrès national des collectivités forestières à Montpellier les 7 et 8 juin prochains, sous réserve de la signature d'une convention ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au chapitre 936 du budget principal ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-41520-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal

administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.